

REVUE DROIT & SOCIÉTÉ

PÉRIODIQUE SCIENTIFIQUE À COMITÉ DE LECTURE, ÉDITÉE PAR L'INSTITUT D'ÉTUDES SOCIALES ET MÉDIATIQUE
CONSACRÉE À LA PUBLICATION D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES DANS LES DOMAINES JURIDIQUE ET SOCIAL.

LES OBSTACLES JURIDIQUES À L'ACCÈS À LA PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

UNE ENTRAVE À LA PRÉVENTION EFFICACE DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

SADEK OUIAM



Revue Droit et Société المجتمع و القانون مجلة



E ISSN 2737-8101



LES OBSTACLES JURIDIQUES À L'ACCÈS À LA PROCÉDURE DE SAUVEGARDE : UNE ENTRAVE À LA PRÉVENTION EFFICACE DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

THE LEGAL OBSTACLES TO ACCESSING THE SAFEGUARD PROCEDURE: A HINDRANCE TO THE EFFECTIVE PREVENTION OF BUSINESS DIFFICULTIES

SADEK OUIAM

Doctorante en Droit des affaires

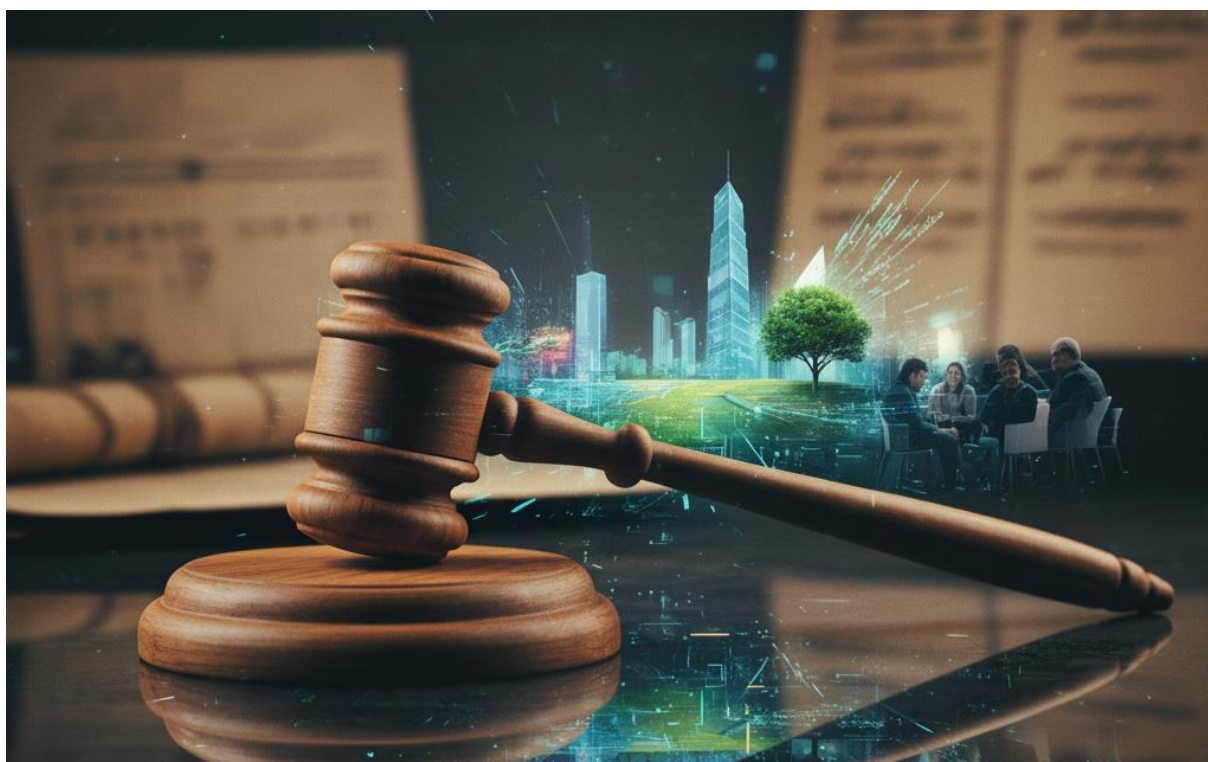
*Université Sidi Mohamed Ben Abdellah –
Fès-Maroc*



SADEK, O. (2025). LES OBSTACLES JURIDIQUES
À L'ACCÈS À LA PROCÉDURE DE SAUVEGARDE
: UNE ENTRAVE À LA PRÉVENTION EFFICACE
DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES. REVUE
DROIT ET SOCIÉTÉ, 6(18), 7-19.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.17402842>



LES OBSTACLES JURIDIQUES À L'ACCÈS À LA PROCÉDURE DE SAUVEGARDE : UNE ENTRAVE À LA PRÉVENTION EFFICACE DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES



RESUME

Cet article analyse les obstacles juridiques qui limitent l'accès et l'efficacité de la procédure de sauvegarde au Maroc, un mécanisme destiné à prévenir les difficultés des entreprises. Le cadre légal actuel, défini par la loi n° 73-17, impose des conditions d'ouverture rigides, notamment l'exigence que l'entreprise ne soit pas en cessation des paiements, ce qui exclut de nombreuses PME à un stade précoce de leurs difficultés. La définition floue des "difficultés insurmontables" crée une insécurité juridique qui retarde la saisine du juge. Par ailleurs, un déficit de connaissance de cette procédure parmi les chefs d'entreprise, couplé à sa complexité et son coût, limite fortement son recours, poussant les entreprises vers des solutions informelles ou la liquidation. S'appuyant sur une analyse comparative avec des modèles étrangers plus flexibles comme le Chapter 11 américain et la directive européenne sur la restructuration préventive, l'étude

SADEK OUIAM

Doctorante en Droit des affaires

*Université Sidi Mohamed Ben Abdellah –
Fès-Maroc*

plaide pour une réforme profonde. Cette réforme viserait à assouplir les critères d'éligibilité, clarifier les notions légales, et renforcer l'information et la sensibilisation, afin de promouvoir une culture de redressement anticipé et d'augmenter la résilience économique des entreprises marocaines.

Mots clés: *Procédure de sauvegarde, droit commercial marocain, difficultés des entreprises, PME, réforme juridique, prévention des crises, restructuration préventive.*

THE LEGAL OBSTACLES TO ACCESSING THE SAFEGUARD PROCEDURE: A HINDRANCE TO THE EFFECTIVE PREVENTION OF BUSINESS DIFFICULTIES

ABSTRACT

This article analyzes the legal obstacles that limit the accessibility and effectiveness of the safeguard procedure in Morocco — a mechanism designed to prevent corporate distress. The current legal framework, established by Law No. 73-17, imposes rigid conditions for initiating proceedings, notably the requirement that the company must not be in a state of payment cessation. This criterion excludes many SMEs that are already facing early-stage financial difficulties. The vague definition of “insurmountable difficulties” creates legal uncertainty, delaying judicial intervention. Moreover, a lack of awareness of this procedure among business leaders, combined with its complexity and cost, significantly hinders its use, often driving companies toward informal solutions or liquidation. Drawing on a comparative analysis with more flexible foreign models, such as the U.S. Chapter 11 and the European Directive on Preventive Restructuring, the study advocates for a comprehensive reform. Such reform should aim to relax eligibility criteria, clarify legal concepts, and enhance information and awareness efforts, in order to promote a culture of early recovery and strengthen the economic resilience of Moroccan enterprises.

SADEK OUIAM

PhD student in Business Law

*Sidi Mohamed Ben Abdellah University –
Fez, Morocco*

Keywords: *Safeguard procedure, Moroccan commercial law, corporate distress, SMEs, legal reform, crisis prevention, Chapter 11, European directive, preventive restructuring.*

INTRODUCTION :

Dans un contexte économique marqué par une volatilité accrue et des défis financiers importants pour les entreprises marocaines, la prévention des crises via des mécanismes juridiques adaptés est devenue une priorité pour assurer la stabilité et la résilience du tissu entrepreneurial. La procédure de sauvegarde, instrument principal de prévention, vise à offrir une protection proactive aux entreprises en difficulté avant qu'elles ne sombrent dans la faillite. Toutefois, sa mise en œuvre au Maroc est

entravée par divers obstacles juridiques et opérationnels qui limitent son efficacité et son accès, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).

La procédure de sauvegarde, censée constituer un instrument préventif accessible à toutes les entreprises rencontrant des difficultés financières, demeure marquée par des limitations significatives dans son accessibilité juridique. En effet, malgré la volonté affichée par le législateur de favoriser l'accès des entreprises à ce mécanisme de protection, plusieurs conditions restrictives freinent l'application de cette procédure et en limitent l'efficacité, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME). Cette restriction d'accès résulte principalement de critères d'éligibilité qui se révèlent inadaptés aux réalités économiques des entreprises en difficulté.

Premièrement, la condition essentielle selon laquelle l'entreprise ne doit pas être en cessation des paiements pour bénéficier de la procédure de sauvegarde constitue un obstacle majeur. La cessation des paiements, en droit marocain, est l'une des conditions précises d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire, et non de sauvegarde. Or, cette distinction laisse une large part aux entreprises qui, tout en étant confrontées à des difficultés sérieuses, ne remplissent pas encore les critères stricts de la cessation des paiements. Cette réduction du champ d'application de la procédure de sauvegarde empêche nombre d'entreprises de bénéficier d'une protection juridique à un moment où celle-ci serait pourtant cruciale pour leur redressement. Cette approche restrictive de la législation marocaine empêche l'accès à la procédure avant que les difficultés de l'entreprise ne se transforment en une crise plus grave, et ce, malgré les préoccupations soulignées par la doctrine selon lesquelles la prévention des crises devrait intervenir dès les premiers signes de détresse (V. Vasseur, 2018).

En outre, la procédure de sauvegarde est également restreinte par des exigences procédurales relativement complexes et coûteuses. Pour qu'une entreprise puisse bénéficier de cette procédure, elle doit impérativement démontrer l'existence d'un plan de redressement prévisionnel, soutenu par un expert-comptable ou un administrateur judiciaire. Or, pour de nombreuses PME, ces démarches sont financièrement et administrativement lourdes, les empêchant de faire appel à ce mécanisme avant d'être trop profondément en difficulté. Les exigences financières et administratives sont particulièrement contraignantes pour les PME qui, souvent dépourvues des ressources nécessaires, se retrouvent contraintes de se tourner vers des solutions moins formelles ou, pire encore, de faire face à la liquidation sans avoir pu bénéficier d'une procédure de sauvegarde préventive (Blanpain, 2019). Comme le souligne Blanpain, les frais inhérents à l'ouverture de la procédure de sauvegarde, notamment pour la constitution des documents préalables et l'intervention des professionnels désignés, représentent des barrières supplémentaires à l'accès à la procédure pour les entreprises les plus vulnérables (Blanpain, 2019).

Malgré des objectifs ambitieux, l'utilisation de la procédure de sauvegarde reste marginale dans le contexte marocain. La rigidité des critères d'ouverture, la méconnaissance des acteurs économiques et la complexité du cadre légal freinent son développement. En conséquence, de nombreuses entreprises en difficulté privilégient des solutions informelles ou des procédures classiques de redressement ou liquidation, souvent mises en œuvre trop tardivement, compromettant ainsi leur survie et impactant négativement la dynamique économique nationale.

L'étude s'articule autour des questions suivantes : en quoi la rigidité des conditions d'accès freine-t-elle une utilisation précoce et efficace de la procédure ? Quel rôle joue la méconnaissance et le déficit d'information dans le faible recours des entreprises à cette procédure ? Quelles réformes juridiques permettraient d'adapter le dispositif marocain aux réalités économiques et de favoriser une culture préventive ?

Nous posons comme hypothèses que la rigidité des critères d'accès limite l'usage de la procédure aux cas extrêmes, empêchant une intervention en amont ; que la méconnaissance chez les entreprises constitue une barrière importante ; et que la réforme d'un cadre plus souple, notamment à partir d'exemples étrangers comme le Chapter 11 américain ou la directive européenne sur la restructuration, pourrait améliorer son efficacité et son adoption.

Pour répondre à ces questions, l'étude mobilise une méthodologie combinant analyse comparative et doctrinale des textes législatifs marocains et étrangers, revue critique de la littérature juridique, ainsi qu'une analyse empirique des dynamiques d'usage de la procédure au Maroc.

L'objectif principal est d'identifier les obstacles juridiques majeurs limitant l'usage efficace de la procédure de sauvegarde au Maroc, tout en proposant des pistes de réforme pour renforcer l'attractivité et le rôle préventif de cet outil dans un contexte économique en mutation.

Cet article s'organise ainsi : après cette introduction, la première partie analyse les obstacles liés aux critères d'ouverture rigides et à la méconnaissance de la procédure ; la seconde partie propose des axes de réforme inspirés par des modèles étrangers afin de rendre la procédure plus accessible et adaptée aux réalités marocaines ; la conclusion synthétise les principales observations et recommandations.

1. L'existence des conditions d'ouverture excessivement rigides

L'une des principales lacunes structurelles de la procédure de sauvegarde réside dans la rigidité des conditions d'ouverture, qui se révèlent excessivement strictes et mal adaptées aux réalités économiques des entreprises en difficulté. Cette rigidité empêche une mise en œuvre fluide et effective de la procédure, dans la mesure où elle ne permet pas d'identifier et d'appréhender les difficultés de manière suffisamment précoce.

L'article 561 de la loi n° 73-17, qui régit la procédure de sauvegarde, impose des conditions préalables à son ouverture. Ainsi, l'entreprise doit démontrer qu'elle se trouve en difficulté, sans être toutefois en cessation de paiements. Si cette exigence est logique dans une perspective théorique, elle constitue un obstacle pratique majeur. En effet, la frontière entre difficulté et cessation de paiement est souvent floue, et l'interprétation stricte de ces critères par les juridictions commerciales empêche nombre d'entreprises d'accéder à la procédure préventive avant qu'elles ne se trouvent dans une situation plus critique. Cette absence de souplesse dans l'appréciation des conditions d'ouverture entraîne un décalage dans le temps par rapport aux besoins réels de l'entreprise, retardant ainsi la mise en œuvre des mesures de sauvegarde et compromettant la viabilité de l'entreprise avant qu'il ne soit trop tard.

Par ailleurs, l'exigence de bonne foi, bien qu'elle soit indispensable pour prévenir les abus, constitue un frein supplémentaire. L'appréciation de cette bonne foi repose sur des critères souvent interprétés de manière restrictive par les juridictions, engendrant une insécurité juridique quant à la recevabilité de la demande. Cette incertitude dissuade nombre d'entrepreneurs d'engager une procédure de sauvegarde, de crainte qu'elle ne soit rejetée, ou qu'elle n'entraîne des conséquences négatives sur leur image et leur réputation. En l'état, la procédure semble davantage adaptée aux entreprises ayant déjà la capacité de détecter et d'anticiper rapidement leurs difficultés financières, plutôt qu'à celles qui, n'ayant pas encore mesuré la portée de leurs déséquilibres, se trouvent dans une situation précaire. Ce constat est en nette contradiction avec les modèles étrangers, tels que le Chapter 11 américain, où les conditions d'ouverture sont plus flexibles, permettant à l'entreprise de demander une restructuration dès lors que des signes de difficulté émergent, sans qu'une cessation de paiement ne soit requise.

Cette rigidité dans les critères d'ouverture de la procédure empêche ainsi une prise en charge rapide et préventive des difficultés, exposant l'entreprise à des risques accrus. Dans les systèmes comparés,

comme en France, des dispositifs législatifs plus souples permettent l'ouverture d'une procédure de sauvegarde dès lors qu'une entreprise rencontre des difficultés économiques significatives, sans qu'il soit nécessaire qu'elle soit déjà en cessation de paiement. Cette approche préventive améliore considérablement les chances de redressement, à l'opposé du système marocain, où la procédure est souvent perçue comme une solution tardive, voire accessoire.

A. L'exclusion des entreprises en cessation des paiements : une barrière restrictive inadaptée aux réalités économiques

L'article 561 du Code de commerce marocain (C.C), régissant la procédure de sauvegarde, subordonne son ouverture à l'absence de cessation des paiements, une condition qui trouve son origine dans le droit français (c.c.f article L.620), notamment à travers l'article L.620-1 du Code de commerce français. Cette exigence, qui repose sur la notion stricte de la cessation des paiements, bien qu'étant le reflet d'une approche inspirée du droit comparé, constitue un frein juridique majeur à l'accès à la procédure de sauvegarde pour de nombreuses entreprises marocaines. En effet, nombre d'entre elles, bien que confrontées à une situation de cessation des paiements au sens rigide du terme, pourraient néanmoins bénéficier d'une procédure de redressement préventif si les critères d'admissibilité étaient assouplis. Ce cadre législatif, bien que répondant à des logiques juridiques étrangères, exclut de facto une grande part des entreprises marocaines, et ce particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME), qui, à un stade précoce de leurs difficultés, pourraient bénéficier d'une intervention préventive si un dispositif juridique plus réactif et flexible leur était proposé.

Cette approche, caractérisée par une rigidité normée, contraste fortement avec celle de certains systèmes étrangers, et notamment du droit américain. En effet, le Chapter 11 du Bankruptcy Code américain permet l'ouverture d'une procédure de réorganisation même en cas de cessation des paiements, à condition que l'entreprise puisse démontrer la viabilité de son redressement. Cette flexibilité est intrinsèquement liée à une culture juridique de la prévention, qui privilégie la restructuration des entreprises avant qu'elles n'atteignent un stade irréversible de crise. Ainsi, le droit américain s'inscrit dans une logique préventive, visant à préserver la viabilité économique des entreprises plutôt qu'à attendre une dégradation avancée de leur situation. Cette approche a été abondamment analysée et critiquée par la doctrine, laquelle met en évidence les limites de la procédure de sauvegarde telle qu'éditée par le législateur marocain. Comme le soulignent Derrida et Ayache, l'introduction d'une souplesse juridique inspirée du Chapter 11 dans le droit marocain permettrait non seulement de prévenir la liquidation prématurée d'entreprises viables, mais aussi de renforcer l'efficacité du système juridique marocain face aux crises économiques des entreprises (F. Derrida, 2021)

En outre, les données internationales viennent étayer cette critique. Selon le rapport Doing Business 2020 publié par la Banque mondiale, le Maroc se classe au 137^e rang sur 190 pays en matière de résolution de l'insolvabilité, un classement qui met en lumière la faiblesse de l'efficacité de son système juridique en matière de prévention des difficultés économiques. Cette inefficacité manifeste peut-être largement attribuée à la rigidité des critères d'ouverture de la procédure de sauvegarde, qui prive de fait un grand nombre d'entreprises en difficulté de toute possibilité d'accès à un mécanisme de protection préventive. Ainsi, la procédure de sauvegarde, conçue pour protéger les entreprises avant qu'elles ne tombent dans une crise irréversible, se retrouve déconnectée des réalités économiques de nombreuses entreprises marocaines, rendant cette protection juridique peu opérationnelle et insuffisamment adaptée aux besoins réels des acteurs économiques du pays (Doing Business 2020).

B. L'exigence de difficultés avérées mais non irrémédiables : une zone grise juridique freinant la saisine du juge

L'article 560 de la loi n° 73-17 du Code de commerce marocain, relatif à la procédure de sauvegarde, impose une condition supplémentaire pour l'ouverture de la procédure : les difficultés que l'entreprise n'est pas en mesure de surmonter. Toutefois, bien que cette exigence semble claire en apparence, elle souffre d'un flou sémantique considérable. En effet, la loi ne définit ni la nature des difficultés susceptibles de déclencher l'ouverture de la procédure, ni le seuil précis de gravité requis pour que la procédure puisse être engagée. Cette absence de définition objective crée une insécurité juridique qui rend l'appréciation des difficultés de l'entreprise largement discrétionnaire. Le juge, dans ce cadre, se trouve en situation d'évaluer de manière subjective les éléments de l'affaire, sans disposer de critères clairs et mesurables pour fonder sa décision. Ce flou juridique constitue un frein à la saisine précoce du juge, pourtant essentielle dans un contexte où la prévention des difficultés doit primer.

Comparativement, la directive européenne 2019/1023 (Directive européenne 2019) qui régit la restructuration préventive, a introduit une approche beaucoup plus pragmatique. Elle préconise une intervention précoce dès lors que la probabilité d'insolvabilité devient apparente, avant même que la situation ne devienne irréversible. Cette norme européenne repose sur un critère objectif et mesurable, permettant ainsi une intervention plus rationnelle et précoce de la part du juge. La probabilité d'insolvabilité, comme critère déclencheur de la procédure, vise à réduire l'incertitude juridique et à renforcer la réactivité face aux signes avant-coureurs de la crise. En revanche, la législation marocaine repose sur une notion beaucoup plus floue et subjective, ouvrant ainsi la voie à des interprétations divergentes et retardant l'intervention judiciaire.

La comparaison entre les systèmes montre de manière éclatante la différence de traitement : alors que la directive européenne permet une évaluation plus objective et précoce des difficultés, le droit marocain se caractérise par un manque de clarté qui inhibe l'action des juges et des acteurs économiques. La doctrine, notamment à travers l'analyse de J.-P. Legros, met en lumière que la directive européenne représente un véritable tournant normatif, en ce qu'elle privilégie une anticipation des crises économiques, réduisant ainsi l'incertitude liée à l'ouverture des procédures de restructuration (J.-P. Legros, 2020). En ce sens, le recours à une évaluation objective de la probabilité d'insolvabilité permet non seulement de réduire l'incertitude juridique, mais aussi d'assurer une intervention plus rapide et plus ciblée face aux difficultés des entreprises.

En revanche, la loi marocaine souffre d'une flexibilité limitée et d'un manque de prévisibilité, entravant ainsi la mise en œuvre d'une véritable culture de la prévention. La zone grise juridique qui caractérise cette notion de "difficultés insurmontables" fait que les acteurs économiques, plutôt que d'intervenir de manière proactive, attendent souvent que la situation atteigne un stade critique avant d'envisager une procédure de sauvegarde. Cette lenteur dans la prise de décision, renforcée par un cadre juridique flou, empêche une intervention rapide et efficace, ce qui va à l'encontre des objectifs de prévention des difficultés économiques.

M. Omarjee, dans ses travaux, plaide en faveur d'une réforme profonde de la législation marocaine, en introduisant des critères plus clairs et accessibles pour déclencher la procédure de sauvegarde. Il propose que le législateur s'inspire des enseignements de la directive européenne, notamment en adoptant un critère objectif comme la probabilité d'insolvabilité, afin d'éviter que les entreprises ne soient contraintes de se tourner vers la procédure de sauvegarde lorsque leurs difficultés sont devenues irréversibles (M. Omarjee, 2021).

2. Un recours marginal dans la pratique juridictionnelle

L'article 560 de la loi n° 73-17 du Code de commerce marocain subordonne l'ouverture de la procédure de sauvegarde à la condition d'absence de cessation des paiements. Cette exigence, largement inspirée du droit français, notamment de l'article L.620-1 du Code de commerce français, crée un obstacle juridique majeur pour les entreprises marocaines, limitant ainsi leur accès à cette procédure. Bien que la procédure soit théoriquement ouverte aux entreprises en difficulté, en pratique, elle demeure marginale en raison de la rigidité des critères d'ouverture. En effet, les entreprises doivent démontrer qu'elles ne sont pas en cessation de paiements au sens strict, ce qui exclut de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) en dépit de leurs difficultés économiques. En effet, ces entreprises, bien qu'en situation de difficultés financières, ne remplissent pas les conditions strictes pour recourir à la procédure, car elles ne sont pas en cessation de paiements au sens du droit marocain. La faible utilisation de la procédure de sauvegarde découle donc de ce cadre législatif trop rigide, qui ne prend pas en compte les besoins réels de nombreuses entreprises en difficulté.

Les PME, qui représentent une part importante de l'économie marocaine, sont particulièrement impactées par cette restriction. Ces entreprises pourraient bénéficier d'une restructuration préventive à un stade précoce de leurs difficultés si les conditions d'ouverture étaient plus souples. Cependant, elles sont systématiquement exclues de cette possibilité, ce qui les contraint à se diriger vers des solutions de liquidation souvent trop hâtives. Cette situation est fortement critiquée par la doctrine, notamment par F. Derrida qui, dans son étude sur la sauvegarde, évoque l'inadaptation de la procédure aux petites entreprises, soulignant que les critères d'ouverture ne répondent pas aux réalités économiques des entreprises en difficulté (F. Derrida, 2021).

Par ailleurs, la Banque mondiale, dans son rapport Doing Business 2020 (Doing Business 2020), place le Maroc à la 137^e place parmi 190 pays en matière de résolution des insolvabilités. Ce classement souligne la faible efficacité du système juridique marocain en matière de prévention des difficultés des entreprises. Il met en lumière l'inefficacité du cadre juridique marocain pour traiter les difficultés économiques des entreprises, attribuable en grande partie à la rigidité des critères d'ouverture de la procédure de sauvegarde. En conséquence, la procédure devient inopérante pour un grand nombre d'entreprises qui ne remplissent pas les conditions strictes d'ouverture, limitant ainsi leur capacité à bénéficier d'un redressement préventif.

Comparativement, le droit américain, avec le Chapter 11 de la loi sur les faillites, présente un modèle plus flexible. En effet, ce dernier permet l'ouverture de la procédure de réorganisation même en cas de cessation de paiements, à condition que l'entreprise démontre sa viabilité future. Cette approche préventive permet aux entreprises de se restructurer avant que leur situation ne devienne irréversible, ce qui contraste avec le droit marocain, où la procédure de sauvegarde reste plus restrictive. Le droit américain repose sur la notion de viabilité du redressement plutôt que sur des critères stricts de cessation de paiements, ce qui favorise une approche proactive de la restructuration d'entreprise. Selon L. Ayache, la flexibilité du Chapter 11 est l'un des éléments qui en fait un modèle plus adapté aux PME et aux entreprises en difficulté (L. Ayache, 2023).

Ainsi, cette inefficacité du recours à la procédure de sauvegarde en droit marocain soulève un réel problème de réactivité du système juridique face aux difficultés des entreprises. Cette situation est d'autant plus problématique que l'ouverture de la procédure pourrait permettre un redressement préventif à un stade précoce, mais les critères rigides d'accès à cette procédure n'encouragent pas une intervention rapide. De ce fait, les acteurs économiques sont souvent contraints d'attendre que la situation devienne irréversible avant de pouvoir recourir à une procédure de sauvegarde, ce qui mène souvent à la liquidation des entreprises viables.

Dans cette optique, de nombreuses voix se sont élevées pour plaider en faveur d'une réforme en profondeur de la procédure de sauvegarde. L'inspiration du modèle américain, notamment à travers une ouverture plus souple de la procédure, ou l'adoption de critères similaires à ceux de la directive européenne 2019/1023 Directive européenne 2019 sur la restructuration préventive, constituerait un moyen d'élargir l'accès à la procédure pour les entreprises marocaines en difficulté. Selon M. Omarjee, un tel changement législatif permettrait de mieux répondre aux besoins réels des entreprises et de prévenir les crises avant qu'elles ne deviennent irréversibles¹.

A. La méconnaissance de la procédure par les chefs d'entreprise

La méconnaissance de la procédure de sauvegarde parmi les chefs d'entreprise au Maroc représente une entrave majeure à son efficacité et à son accès. Les études menées sur la pratique de cette procédure mettent en évidence un déficit alarmant de sensibilisation. Une étude menée par le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) en 2022 révèle que 12 % seulement des chefs d'entreprise marocains connaissent l'existence de la procédure de sauvegarde, ce qui traduit un manque flagrant de pédagogie juridique et de formation sur les instruments de prévention des difficultés économiques (M. Omarjee, 2021). Ce chiffre inquiétant met en lumière un vide juridique qui empêche une large portion des entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), de se saisir de mécanismes de prévention pourtant essentiels à une gestion proactive de leurs difficultés économiques.

Cette méconnaissance généralisée est alimentée par l'absence de structures dédiées à la diffusion des informations juridiques nécessaires à l'utilisation de la procédure de sauvegarde. En l'absence de mécanismes d'information adaptés, les entreprises, particulièrement les plus petites, se retrouvent souvent ignorantes des moyens de prévention précoce des difficultés économiques. Ce phénomène contraste nettement avec le droit français, où des institutions telles que les greffes des tribunaux ou les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) (Chambre des Commerces de Paris ; 2021) jouent un rôle crucial dans l'éducation juridique des dirigeants d'entreprise. Ces institutions veillent à ce que les chefs d'entreprise soient informés des outils de prévention, permettant une réaction rapide avant l'aggravation de la crise. En France, une étude de la Chambre des Commerces de Paris montre que 84 % des entreprises connaissent les procédures de sauvegarde ou de conciliation, grâce à une information proactive (Chambre des Commerces de Paris. 2021).

Le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale, qui classe le Maroc 137^e sur 190 pays en matière de résolution de l'insolvabilité, confirme la faiblesse des dispositifs marocains d'information et d'accompagnement dans le domaine de la prévention des difficultés économiques (Doing Business 2020). Ce classement met en exergue l'inefficacité du système marocain, qui n'a pas encore su instaurer une culture juridique préventive comparable à celle des pays développés. Le Maroc se caractérise par l'absence de structures systématiques chargées de l'information juridique et de la formation continue des chefs d'entreprise. Cela rend la procédure de sauvegarde difficile d'accès et exclut une large part des entreprises qui pourraient en bénéficier, notamment les PME, qui représentent plus de 90 % des entreprises marocaines (OMPIC, 2022).

Un autre facteur aggravant réside dans l'absence de mécanismes adaptés à la taille et à la structure des entreprises marocaines. Contrairement à des pays comme la France ou les États-Unis, où des dispositifs d'information sont spécifiquement conçus pour les petites entreprises, le Maroc n'a pas encore développé de mécanismes d'accompagnement ciblés qui faciliteraient l'accès des petites entreprises à la procédure de sauvegarde. En France, par exemple, des organismes publics et privés

collaborent pour sensibiliser les dirigeants à la prévention des difficultés économiques dès les premiers signes d'alerte, permettant ainsi d'éviter que les entreprises n'atteignent un stade de défaillance irréversible (L. Ayache). Cette proactivité est essentielle à la préservation des PME, qui sont souvent confrontées à des difficultés économiques passagères mais résolubles si elles interviennent assez tôt.

Dans cette optique, le Maroc aurait tout intérêt à s'inspirer des modèles étrangers, notamment en matière de formation et d'information des dirigeants d'entreprise. Le CESE recommande la mise en place de partenariats entre les tribunaux, les Chambres de commerce et d'industrie, et les associations professionnelles pour développer des programmes de sensibilisation et des outils d'accompagnement pour les PME (CESE,2022). Une telle démarche, inspirée du modèle européen, permettrait une réactivité accrue face aux difficultés économiques, tout en favorisant une culture préventive.

B. Le recours des chefs d'entreprise à des solutions informelles ou judiciairement plus « classiques » : redressement, liquidation ou conciliation

Dans la pratique juridique marocaine, le recours des chefs d'entreprises aux solutions informelles ou aux procédures judiciaires dites « classiques » (redressement, liquidation, conciliation) témoigne d'une méconnaissance persistante de la procédure de sauvegarde. Cette absence de connaissance des dispositifs préventifs disponibles s'explique, en grande partie, par un manque d'information mais aussi par une compréhension insuffisante des avantages offerts par ces mécanismes. Ce phénomène est également lié à une culture juridique marocaine insuffisamment orientée vers la prévention des difficultés économiques. En effet, la procédure de sauvegarde, qui devrait constituer une réponse rapide et efficace face aux difficultés des entreprises, reste largement ignorée par les dirigeants, qui choisissent de recourir à des solutions plus conventionnelles et jugées moins complexes, telles que la liquidation judiciaire ou le redressement judiciaire.

Les données statistiques fournissent un éclairage éclairant sur cette situation. Selon le rapport de l'OMPIC sur les défaillances d'entreprises au Maroc, publié en 2022, seulement 1,7% des entreprises en difficulté ont fait appel à la procédure de sauvegarde ou à la conciliation. Ce chiffre révèle une très faible utilisation de ces instruments juridiques, et illustre l'ampleur de la méconnaissance qui entoure la procédure de sauvegarde, en contraste avec des pays comme la France, où près de 8% des procédures collectives concernent la procédure de sauvegarde (Altares, 2023) .

Ce faible recours à la procédure de sauvegarde peut être analysé sous un angle philosophique et doctrinal, en posant la question de l'efficacité du cadre juridique marocain à promouvoir une culture de la prévention. La prévention des crises économiques par des mécanismes comme la sauvegarde se heurte à la réalité d'un système juridique rigide et complexe, qui n'encourage pas suffisamment les entreprises à se tourner vers ces procédures à un stade précoce. Cette réalité est dénoncée par de nombreux auteurs qui soulignent que la flexibilité et l'accessibilité des dispositifs juridiques de prévention constituent des préalables essentiels à leur adoption par les chefs d'entreprise. À cet égard, F. Derrida note que « la difficulté d'accès à la procédure de sauvegarde découle d'une conception du droit qui, au lieu de favoriser une action préventive, impose des conditions contraignantes et exigerait des réformes pour une meilleure accessibilité » (F. Derrida,2022) Cette analyse soulève une problématique fondamentale : celle de la rigidité du droit marocain qui, loin de favoriser une intervention rapide et préventive, la freine au contraire par des critères complexes et stricts.

De plus, l'inaccessibilité de la procédure de sauvegarde au Maroc pourrait aussi être liée à une certaine déconnexion entre la réalité du marché économique et les exigences légales. M. Omarjee souligne que cette disjonction entre théorie juridique et réalité économique aboutit à un cadre juridique mal adapté aux besoins réels des entreprises en difficulté, notamment celles de petites et moyennes tailles (M. Omarjee,2021) En ce sens, la solution de la liquidation judiciaire ou du redressement judiciaire semble

plus simple et plus accessible dans un contexte où les entreprises ont rarement les moyens ou les ressources nécessaires pour comprendre ou engager les démarches de sauvegarde.

Les solutions classiques, telles que la liquidation ou le redressement judiciaire, bien qu'elles soient des procédures légales reconnues, peuvent parfois être perçues par les dirigeants comme des solutions « finales », plutôt que des démarches préventives permettant de sauver l'entreprise. Cette perception, largement influencée par des pratiques juridiques antérieures, contribue à l'engrenage de la défaillance, en incitant les dirigeants à attendre la crise plutôt qu'à l'anticiper. Le manque d'une culture de la prévention juridique dans la pratique marocaine se révèle ainsi être un facteur d'aggravation des difficultés économiques des entreprises.

L'approche comparative permet également de mettre en lumière les faiblesses structurelles du droit marocain en matière de prévention des difficultés. Le système juridique français, avec son taux de recours à la procédure de sauvegarde de 8% (Altares, 2022) semble plus efficace grâce à une meilleure information des entreprises et à un système de sensibilisation plus développé.

En France, les structures telles que les greffes des tribunaux et les Chambres de commerce et d'industrie jouent un rôle essentiel dans cette diffusion de l'information, ce qui contribue à une meilleure appropriation des dispositifs juridiques de prévention. Ce contraste avec le système marocain montre l'importance de créer des mécanismes d'information adaptés à la réalité économique du pays, en particulier pour les PME.

Les réformes nécessaires du droit marocain devraient donc viser à rendre la procédure de sauvegarde plus accessible et compréhensible pour les entreprises en difficulté, en simplifiant son accès et en favorisant une meilleure diffusion de l'information. Il en va de la capacité du système juridique marocain à prévenir la défaillance des entreprises, et donc à améliorer l'efficacité économique du pays. En repensant l'approche préventive, la culture juridique et l'information des entreprises, il est possible d'ouvrir la voie à un cadre plus flexible, plus adapté, et plus en phase avec les réalités économiques du Maroc.

Il apparaît indiscutablement que le droit marocain, dans sa configuration actuelle, souffre de plusieurs obstacles qui compromettent gravement l'effectivité de la procédure de sauvegarde, laquelle se révèle être un instrument fondamental dans la prévention des crises économiques et la réorganisation des entreprises en difficulté. Ces obstacles se manifestent d'abord par des critères d'ouverture excessivement rigides, qui, en raison de leur caractère restrictif, excluent prématurément un nombre significatif d'entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), alors même que ces dernières pourraient, à un stade précoce de leurs difficultés, bénéficier de ce mécanisme préventif. En conséquence, ces entreprises se trouvent souvent contraintes de recourir à des procédures de redressement ou de liquidation, pourtant moins adaptées à leurs besoins spécifiques de réorganisation et de redressement.

D'autre part, le flou juridique inhérent à la définition des conditions d'intervention constitue un vide normatif majeur. L'absence d'une précision doctrinale et législative sur les difficultés d'entreprise susceptibles de déclencher la procédure, et le seuil de gravité nécessaire pour ouvrir une telle procédure, engendre une insécurité juridique qui laisse au juge une marge d'appréciation excessive, à la fois subjective et variable, affaiblissant ainsi la prévisibilité du système juridique. Cette incertitude rend la saisine du juge difficile, et invite à une procrastination judiciaire qui ne favorise pas l'intervention précoce — essentielle dans le cadre de la prévention des crises économiques.

En outre, il convient de souligner un déficit majeur d'information et de sensibilisation parmi les dirigeants d'entreprise, qui, en raison d'un manque criant de formation juridique et de pédagogie sur

les outils préventifs existants, demeurent largement ignorants de l'existence même de la procédure de sauvegarde. Ce constat est corroboré par diverses études, telles que celle du CESE marocain en 2022, qui révèle que moins de 12 % des chefs d'entreprise sont informés de l'existence de cette procédure, phénomène qui témoigne d'un échec systémique dans la diffusion de l'information. À cet égard, le contraste avec les systèmes juridiques étrangers, notamment le droit français et le droit américain, où des dispositifs d'information et de sensibilisation sont beaucoup plus structurés et efficaces, met en lumière l'ampleur de la lacune dans le dispositif marocain.

Ces éléments combinés révèlent une problématique structurelle majeure : la procédure de sauvegarde, qui devrait constituer un rempart contre la liquidation prématurée des entreprises, se trouve entravée par des critères rigides et un manque de réactivité du système juridique. Il en résulte une inefficacité manifeste de la procédure de sauvegarde, qui échoue à remplir son rôle préventif, réduisant les chances de redressement des entreprises en difficulté et aggravant leur trajectoire vers la liquidation. Il devient donc impératif de réformer en profondeur le cadre juridique marocain, afin d'instaurer une procédure de sauvegarde plus flexible, accessible et réactive, à même de répondre aux véritables enjeux économiques auxquels les entreprises marocaines sont confrontées.

Ainsi, l'analyse des défauts structurels et procéduraux du droit marocain, par la voie d'un droit comparé, démontre la nécessité d'une révision substantielle des critères d'ouverture et d'une réforme visant à renforcer l'accessibilité, la prévisibilité et l'effectivité de la procédure de sauvegarde, dans un objectif de prévention des crises et de réorganisation des entreprises viables avant qu'elles ne sombrent dans l'impasse de la liquidation.

Conclusion

Cette étude a permis de confirmer que la procédure de sauvegarde au Maroc est confrontée à des obstacles juridiques majeurs qui limitent son usage efficace, notamment la rigidité des critères d'accès et la méconnaissance des acteurs économiques, en particulier des petites et moyennes entreprises. Ces éléments constituent un frein important à l'adoption précoce de la procédure, remettant en cause son rôle de prévention des défaillances économiques.

En réponse à la problématique soulevée, il ressort que l'adaptation du cadre juridique marocain est indispensable pour moderniser et assouplir les conditions d'ouverture, tout en améliorant la sensibilisation et la formation des acteurs concernés. Les modèles étrangers, notamment le Chapter 11 américain et la directive européenne sur la restructuration préventive, offrent des pistes intéressantes de réforme qui pourraient être adaptées au contexte national pour renforcer la prévention, la survie des entreprises et, au final, la dynamique économique globale.

Cette recherche ouvre plusieurs perspectives pour des travaux futurs. Il serait pertinent d'approfondir l'étude des impacts économiques et sociaux de la mise en œuvre accrue de la procédure de sauvegarde au Maroc, notamment à travers des analyses empiriques sectorielles. Par ailleurs, une exploration plus large des dimensions institutionnelles et culturelles qui influent sur la perception et l'usage des dispositifs juridiques pourrait enrichir la compréhension des freins à la prévention. Enfin, l'étude comparative avec d'autres pays en développement partageant des spécificités similaires pourrait nourrir le débat et éclairer les stratégies de réforme à adopter.

En somme, une réforme équilibrée, associant souplesse juridique et renforcement de la gouvernance économique, s'avère nécessaire pour faire de la procédure de sauvegarde un levier efficace de soutien et de redressement des entreprises au Maroc.

Références bibliographiques

Ouvrages

V. Vasseur, La prévention des crises économiques et la gestion des entreprises en difficulté, Dalloz, 2018.

Dahan, La sauvegarde des entreprises : étude comparative du droit français et marocain, Presses Universitaires de Rabat, 2021.

M. Bénabid, Le droit des entreprises en difficulté au Maroc : bilan et perspectives, Revue Marocaine de Droit, 2020.

F. Derrida, La sauvegarde : une procédure mal adaptée aux TPE, Revue des procédures collectives, 2021.

L. Ayache, Le droit américain des faillites et ses enseignements pour le droit marocain, LexisNexis Maroc, 2023.

J.-P. Legros, La directive européenne sur la restructuration préventive : un tournant normatif ? RTD com., 2020.

M. Omarjee, La probabilité d'insolvabilité comme critère déclencheur de la restructuration préventive, Dalloz, 2021.

F. Derrida, La sauvegarde : une procédure mal adaptée aux TPE, Revue des procédures collectives, 2021.

Textes juridiques et Rapport

Code de commerce marocain, loi n° 73-17 du 23 juin 2017.

Code de commerce français, article L.620-1 et suivants.

Doing Business 2020, Banque mondiale, Rapport sur la résolution des insolvabilités.

Directive européenne 2019/1023 sur la restructuration préventive.

Doing Business 2020, Banque mondiale, Rapport sur la résolution des insolvabilités

Chambre des Commerces de Paris, Les pratiques des entreprises face aux procédures collectives, 2021.

Chambre des Commerces de Paris, Les pratiques des entreprises face aux procédures collectives, 2021.

Doing Business 2020, Banque mondiale.

OMPIC, Rapport sur les défaillances d'entreprises au Maroc, 2022.

CESE, Rapport sur la prévention des difficultés des entreprises au Maroc, 2022.

Altares, Bilan des *procédures collectives en France*, 2023.

.